

HIER, L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

Le Conseil de sécurité de l'ONU a examiné le projet de résolution présenté lundi par la France. Les discussions se poursuivaient hier dans la soirée et le texte pourrait être voté aujourd'hui. Paris souhaite le déploiement pendant deux mois d'une force multinationale sous commandement français, qui serait chargée de protéger les civils en danger au Rwanda en attendant l'arrivée de renforts de Casques bleus. Mais l'initiative de la France n'a guère suscité d'échos chez ses partenaires.

Le FPR a affirmé hier qu'il s'opposera «par tous les moyens» à une intervention française. «Le Front patriotique rwandais a reconnu la résolution de l'ONU mettant en place la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar II), mais ne reconnaît aucune autre résolution.» Le président du FPR, Alex Kanyarengwe, qui se déclare toutefois prêt à recevoir aujourd'hui l'émissaire français, explique sa position à «Libération» (page 4).

L'OUA, hier à Addis-Abeba, s'est également déclarée hostile à une intervention française, dont elle a souligné les «dangers», et a demandé l'envoi au Rwanda de nouveaux soldats africains.

RWANDA: UNE INTERVENTION A HAUT RISQUE

Une vingtaine d'hommes, les premiers militaires français, sont déjà sur place à la frontière zairo-rwandaise pour préparer, «techniquement», l'intervention militaro-humanitaire au Rwanda proposée par la France. Hier, dans le cadre de «l'opération Turquoise», nom de code de l'intervention, cette avant-garde «d'évaluation» aurait notamment examiné l'état des pistes d'aviation à Bukavu et à Goma, les deux villes frontalières qui, dans l'est du Zaïre, servent de têtes de pont. En attendant un vote favorable du Conseil de sécurité, au sein duquel ont été exprimées des réticences, la «force multinationale sous commandement français» manque cependant de contingents: hier soir, seul le Sénégal avait pris un engagement ferme de participation, le Congo et l'Italie, l'unique allié européen, posant des conditions à l'envoi d'un contingent.

«S'il n'y a que des soldats blancs, ils risquent d'être déchiquetés vivants», a estimé le ministre italien des Affaires étrangères, Antonio Martino, exigeant, outre le mandat de l'ONU, «une véritable force multinationale». Pour sa part, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a exprimé son «inquiétude compte tenu de l'hostilité déclarée d'une des parties belligérantes», craignant des «complications». Le Conseil mondial des églises a de son côté demandé à la France de s'abstenir de toute action militaire, estimant que le déploiement d'un contingent français «aggraverait presque sûrement les tensions».

A New York, au Conseil de sécurité de l'ONU, plusieurs pays ont également manifesté des réserves sur le projet français de résolution. Elles ne devraient cependant pas entraver son adoption finale, probablement aujourd'hui. Certains petits pays sont par principe opposés à des interventions décidées et mises en œuvre par les grandes puissances qui, fortes de leur poids au Conseil de sécurité, obtiennent aisément un blanc-seing.

C'est le cas de la Nouvelle-Zélande qui conteste le principe d'un contingent placé sous commandement français. Le Nigeria a également fait part de «réticences», qui seraient, selon les diplomates français, le reflet des critiques des rebelles rwandais du FPR contre toute implication de la France. Lagos est aussi mécontente des remontrances voilées du secrétaire général de l'ONU envers les pays africains dont les contributions sont jugées insuffisantes.

Lundi, le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali avait publié une lettre soutenant l'initiative française et dressant une liste détaillée des offres qui lui étaient faites dans le cadre de la Minuar (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda): à l'exception de l'Éthiopie, tous les pays africains - y compris le Nigeria - conditionnent leur participation à l'équipement complet de leurs troupes, ce qu'il apprécie modérément le secrétariat général de l'ONU.

Parmi les cinq membres permanents, les Russes et les Chinois fondent pour leur part leurs réserves sur les risques d'une intervention quasi unilatérale qui n'a pas, sur place, l'accord des parties belligérantes. Il semblerait cependant que ce type de réticences se soient manifestées surtout afin d'être notées au cas où, par la suite, les choses tourneraient mal... La délégation russe a fait comprendre qu'elle ne s'opposerait pas au vote, pas plus que celle de la Chine. Mardi soir, de nouvelles réunions informelles étaient prévues au Conseil.

Afin de calmer les critiques, la France a consenti à des modifications mineures au projet de résolution, qui précise notamment que «la situation actuelle au Rwanda constitue un cas unique qui exige une action immédiate et exceptionnelle». Le texte insiste aussi sur «le caractère strictement humanitaire» de l'opération, limitée à deux mois à dater de l'adoption de la résolution (le secrétaire général Boutros-Ghali préconisait un minimum de trois mois). «On est allé dans le sens des garanties demandées par plusieurs délégations», reconnaissait hier le représentant de la France.

Stephen SMITH et, à New York, Frédéric FILLOUX



Camp de réfugiés hutus de Benako, en Tanzanie. Le

Cinq questions sur

Une action des militaires français, stationnés au Rwanda. Et l'opération pourrait bénéficier, en

Les troupes françaises, en cours d'acheminement vers le Zaïre voisin, se tiennent prêtes à intervenir au Rwanda dès que le Conseil de sécurité de l'ONU les y autorisera par son vote. «pour protéger des civils menacés de mort». Tant sur le plan opérationnel que politique, cette intervention continue cependant de poser des problèmes.

Par où arriveraient les troupes françaises? A partir de Goma et de Bukavu, au Zaïre, la «force multinationale sous commandement français» entrera au Rwanda pour, dans un premier temps, sécuriser les aéroports de Gisenyi et de Cyangugu, les deux villes frontalières jumelles. Elle disposera ainsi de quatre pistes capables d'assurer un déploiement rapide des troupes et, par la suite, l'acheminement du matériel militaire - notamment des véhicules de l'avant blindés (V.A.B.) dotés de canons de 20 mm -

et du flux des ravitaillements. Débarquant, «dans un premier temps», sans moyens d'artillerie, les forces françaises engageraient cependant des hélicoptères de combat. Au total, 2300 hommes, dont 1300 pour la logistique, sont en instance de partir «sur zone». Il s'agit «à 80% d'éléments français prépositionnés en Afrique», en République centrafricaine, à Djibouti, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire et au Gabon. Constitué exclusivement de professionnels, le contingent d'intervention sera complété par des unités stationnées en métropole, notamment de la Force d'action rapide (FAR).

Le Zaïre est-il la meilleure base? C'est surtout la seule. Etant de la même composition ethnique que le Rwanda (85% de Hutus et 15% de Tutsis), le Burundi, au sud, souffre de la même polarisation et risquerait l'explosion en cas de passage des forces françaises. Hier déjà, à Bujumbura, une

